

PS-SFIO-32 Mulhouse 1935. XXXIle Congrès national, tenu à Mulhouse les 9, 10, 11 et 12 juin 1935. Compte rendu sténographique. 1935.

1/ Les contenus accessibles sur le site Gallica sont pour la plupart des reproductions numériques d'oeuvres tombées dans le domaine public provenant des collections de la BnF. Leur réutilisation s'inscrit dans le cadre de la loi n°78-753 du 17 juillet 1978 :

*La réutilisation non commerciale de ces contenus est libre et gratuite dans le respect de la législation en vigueur et notamment du maintien de la mention de source.

*La réutilisation commerciale de ces contenus est payante et fait l'objet d'une licence. Est entendue par réutilisation commerciale la revente de contenus sous forme de produits élaborés ou de fourniture de service.

Cliquer [ici](#) pour accéder aux tarifs et à la licence

2/ Les contenus de Gallica sont la propriété de la BnF au sens de l'article L.2112-1 du code général de la propriété des personnes publiques.

3/ Quelques contenus sont soumis à un régime de réutilisation particulier. Il s'agit :

*des reproductions de documents protégés par un droit d'auteur appartenant à un tiers. Ces documents ne peuvent être réutilisés, sauf dans le cadre de la copie privée, sans l'autorisation préalable du titulaire des droits.

*des reproductions de documents conservés dans les bibliothèques ou autres institutions partenaires. Ceux-ci sont signalés par la mention Source gallica.BnF.fr / Bibliothèque municipale de ... (ou autre partenaire). L'utilisateur est invité à s'informer auprès de ces bibliothèques de leurs conditions de réutilisation.

4/ Gallica constitue une base de données, dont la BnF est le producteur, protégée au sens des articles L341-1 et suivants du code de la propriété intellectuelle.

5/ Les présentes conditions d'utilisation des contenus de Gallica sont régies par la loi française. En cas de réutilisation prévue dans un autre pays, il appartient à chaque utilisateur de vérifier la conformité de son projet avec le droit de ce pays.

6/ L'utilisateur s'engage à respecter les présentes conditions d'utilisation ainsi que la législation en vigueur, notamment en matière de propriété intellectuelle. En cas de non respect de ces dispositions, il est notamment passible d'une amende prévue par la loi du 17 juillet 1978.

7/ Pour obtenir un document de Gallica en haute définition, contacter reutilisation@bnf.fr.

si véritablement nous mettions tout en œuvre pour qu'enfin le gouvernement de ce pays soit véritablement l'image et le reflet de la souveraineté populaire. (*Applaudissements.*)

LE PRÉSIDENT. — Il est bien entendu, n'est-ce pas, que cette résolution est renvoyée à la Commission des résolutions, comme toutes les autres, d'ailleurs.

Je donne maintenant la parole à notre camarade Pivert.

Une voix. — Il est encore de la Seine !

MARCEAU PIVERT. — Je suis prêt à me retirer si le Congrès le désire, mais je pense qu'il n'est pas inutile de préciser ici la position des camarades qui ont voté contre le Rapport du Groupe parlementaire. Notre vote a le sens d'une protestation. En effet, pendant qu'on refuse de consulter le Parti, celui-ci est engagé dans une politique que mon ami Zyromski approuve sans doute, mais que l'ensemble du Parti ne peut pas approuver, attendu que le problème ne lui a pas été posé.

Nous protestons contre cette situation. Et nous nous désolidarisons immédiatement des déductions qu'ont tirées nos camarades trotskystes. S'il y a désaccord au sein de la *Bataille Socialiste* sur le problème de la Défense nationale, ce n'est pas d'aujourd'hui.

L'HÉVÉDER. — Cela ne nous intéresse pas, cette histoire-là !

MARCEAU PIVERT. — L'Hévéder me fera l'amitié de penser que puisque tout à l'heure il applaudissait Zyromski, il n'est pas absolument indifférent à nos positions respectives.

Aussi bien, autant il y a de discordance absolue sur une question qui n'est pas à l'ordre du jour du Congrès (ce contre quoi nous protestons), autant tout à l'heure, et demain, vous constaterez notre solidarité complète sur la motion concernant la conquête du pouvoir, présentée par la « *Bataille Socialiste* ». (*Quelques applaudissements.*)

C'est donc maintenant une protestation que nous apportons ici. Mais cette protestation, je veux la préciser : Nous

condamnons des attitudes qui expriment une politique qui ne peut pas être celle du Parti socialiste. Je ne reprendrai pas ce qu'on a dit ; ce que nous avons dit à la C. A. P. contre la défense passive ; ce que nous avons dit à propos du fameux passage du discours de Léon Blum, que nous n'approuvons pas ; ce que nous avons dit également à propos d'un certain nombre d'attitudes du Groupe parlementaire qui semblent laisser intégrer le Parti socialiste dans la politique internationale de notre bourgeoisie comme le vote des accords de Rome. En protestant contre tout cela, nous jugeons que c'est l'expression d'une politique fautive dont les événements internationaux sont en train de préparer la faillite. Alors, ici, nous nous séparons nettement d'un certain nombre de camarades et nous prenons date ; car enfin, et surtout depuis la déclaration de Staline, il y a des événements et des renversements sur lesquels il faudra bien que le Parti se prononce.

Voici notre position en quelques mots qui sont surtout un appel pour que les travailleurs, non seulement dans le Congrès, mais en dehors du Congrès, nous entendent.

Nous ne sommes pas non plus d'accord avec nos camarades trotskystes, qui traduisent les paroles de Staline comme une trahison pure et simple, et qui font aujourd'hui de l'antibolchevisme. Nous ne voulons pas faire cela. Il y a un grand pays que nous voulons défendre, nous aussi ; nous ne confondons pas... (*applaudissements*) ... nous ne confondons pas la Russie des Soviets, son édification, ses créations, avec Staline, et si... (*applaudissements de Molinier*) ... et si le problème de la défense de l'U. R. S. S. se pose, et si vous devez, en conscience le résoudre, c'est parce que, camarades, il y a actuellement un grand trouble dans la classe ouvrière ; mais nous ne voulons pas que ces difficultés sur lesquelles la classe ouvrière n'est pas d'accord — elle n'était pas d'accord hier intérieurement à notre pays, elle est encore plus en désaccord maintenant, internationalement — ces questions dites de « défense nationale », nous ne voulons pas qu'elles soient des obstacles à la reconstitution de l'unité ouvrière, nous ne voulons pas qu'il y ait préalablement à la reconstitution de l'unité ouvrière, des conditions, des chartes à

signer ou des idéologies à imposer à ce sujet ; nous constatons que notre désaccord avec ceux de nos camarades qui voudraient faire passer l'unité par le canal d'un certain nombre de principes ; même si nous sommes d'accord avec les principes, nous voulons que l'unité organique soit recherchée coûte que coûte, en dépit du divorce considérable qu'il y a actuellement entre la nouvelle position de l'Internationale communiste et celle de l'Internationalisme prolétarien en lutte contre la guerre. L'unité d'abord, et à l'intérieur de l'unité, eh bien ! nous défendrons notre position que je résume ici en deux mots : *La guerre sous la direction de notre bourgeoisie ? A aucun prix, sous aucun prétexte, jamais ! (Applaudissements.)* Oui, à aucun prix, sous aucun prétexte ; ce que nous reprochons à nos camarades, c'est de ne pas être restés fidèles à la motion que nous avons signée en commun à Tours ; nous n'avons jamais accepté d'examiner le cas où un prétendu agresseur hitlérien entrerait sur notre territoire ; car, camarades, cela laisse penser implicitement que nous passons l'éponge sur les responsabilités effroyables de notre bourgeoisie capitaliste, depuis Poincaré jusqu'à Tardieu, qui sont aussi coupables qu'Hitler d'avoir conduit la France dans la situation où nous sommes ! *(Applaudissements.)* Les agresseurs, les coupables, sont dans les deux camps, c'est notre régime, c'est notre bourgeoisie qui n'a pas voulu appliquer les traités régulièrement signés, qui n'a pas voulu désarmer, qui n'a pas voulu répondre à l'appel profond des peuples exigeant la paix, des peuples qui ont été trahis ; aussi bien nous mettons ces régimes dans le même sac, et notre premier postulat pour la lutte contre la guerre, c'est qu'à aucun prix nous ne nous laisserons museler, juguler, domestiquer ou intoxiquer ! Non, sous aucun prétexte nous n'accepterons l'idée de la guerre !

Camarades, ceux qui pensent que l'on peut encore imaginer une invasion de territoire, que l'on peut encore imaginer même un départ, avec un sac qu'on se mettrait sur le dos, savent-ils que c'est en une nuit que des centaines d'avions, des centaines de gaz et des milliers de bombes au phosphore peuvent réduire en cendres les grandes cités et entraîner le meurtre collectif de populations énor-

mes ? Savent-ils que quelques minutes après, de l'autre côté, dans d'autres pays, d'autres destructions effroyables seront déclenchées ? Savent-ils qu'en même temps ce sera partout une panique comme jamais l'humanité n'en a connue, camarades ! Ne sentez-vous pas qu'à ce moment-là, toutes les forces de coercition, tout ce qui maintient la stabilité de l'Etat bourgeois, tout cela sera ébranlé, tout craquera, tout sera démoli ! Nous voulons que le Parti socialiste, dans tous les pays capitalistes, soit précisément l'animateur de la lutte contre la guerre, de manière à saisir l'occasion, à ce moment-là, pour briser les cadres du régime capitaliste, conquérir le pouvoir et faire la paix. (*Applaudissements.*)

Camarades, ce sera mon dernier mot : Unité organique, malgré les paroles de Staline ! Unité et lutte contre la guerre, à tout prix, par la révolution. Le gouvernement des Soviets voit la situation de son point de vue. Nous avons le devoir, nous, de la voir du nôtre, et nous n'acceptons pas de confondre l'intérêt de l'Internationale prolétarienne avec un système provisoire d'alliances d'ailleurs extrêmement fragile ! Vous savez, on nous a dit à un moment donné : « Le soldat polonais, c'est l'avant-garde de la civilisation », et c'est un homme qui était encore dans le Parti, qui disait cela ! Oui, mais la Pologne est passée à Hitler ! On a signé des accords avec Mussolini, mais peut-être Mussolini n'est pas loin de passer de l'autre côté, à moins qu'on lui laisse les mains libres en Ethiopie. Ces marchandages de la bourgeoisie, nous ne pouvons pas permettre que le socialisme y ait une part quelconque, et c'est pourquoi nous crions non seulement au Parti, mais au delà du Parti, à tout le prolétariat de France : Unifiez-vous, faites un grand parti révolutionnaire, et à l'intérieur de vos organisations unifiées, lutez contre la guerre par tous les moyens, et puisque d'autre part il faut considérer la Russie des Soviets comme un point de mire pour le capitalisme international : défendons la Russie des Soviets ! Mais défendons-la non pas en nous laissant embrigader par notre état-major, pour aller nous battre contre les prolétaires allemands ; défendons-la par le seul moyen qui nous reste : par la conquête du pouvoir dans

notre pays, et par la révolution internationale. (*Vifs applaudissements.*)

LE PRÉSIDENT. — La parole est à notre camarade Danos, du Tarn.

DANOS (Tarn). (*Applaudissements.*) — Camarades, laissez-moi tout d'abord vous donner l'assurance que je ne dépasserai pas le temps qui m'est imparti, pour vous dire ce que j'ai à vous dire ; je suis de ceux qui estiment, avec Pascal, que l'économie des paroles profite à l'énergie des actes.

J'appartiens à une modeste fédération de province, qui n'a d'autre titre que d'avoir été la fédération de Jaurès. Je n'avais pas, en venant ici, à Mulhouse, l'intention de prendre la parole. Et ce qui m'a amené à cette tribune, c'est notre camarade des Vosges, qui est venu ici demander l'exclusion de Frossard.

Citoyens, de deux choses l'une : ou Frossard, en quittant notre Parti, a été dans une certaine logique, ou bien il a offensé notre Parti, et dans les deux cas j'estime qu'il ne faut pas monter en épingle le départ de Frossard, et qu'il suffit d'entériner son départ et sa démission.

C'est tout ce que j'avais à vous dire. (*Applaudissements.*)

LE PRÉSIDENT. — La parole est maintenant à notre camarade Vanrullen, de la Marne.

VANRULLEN (Marne). — Camarades, je pense qu'après avoir protesté contre la grande abondance des orateurs de la Fédération de la Seine, vous me ferez le plaisir d'écouter un orateur d'une modeste fédération de province, qui ne dira d'ailleurs pas des choses tellement différentes de celles énoncées par ces camarades, qui ne s'éloignera peut-être pas tellement de leur point de vue.

En effet, au nom d'une fraction importante de la Fédération de la Marne, je viens vous demander de voter contre le Rapport du Groupe parlementaire. Je sais bien que trop souvent on fait des critiques faciles à ceux qui s'élèvent contre le Groupe parlementaire. On accuse les militants de manger du député ! Mais si je viens vous deman-